

Nouvelles locales des jeudi 22 et vendredi 23 octobre 2015

@rib News, 23/10/2015 - Politique - Lancement ce vendredi des travaux de la commission de dialogue interburundais (CNDI, photo). Les cérémonies ont eu lieu dans la ville de Gitega au centre du pays en présence du président de la République. Les représentants des confessions religieuses, des ambassadeurs et de nombreuses personnalités ont fait le déplacement. Pierre Nkurunziza a lancé une déclaration qui n'a pas du tout surpris à voir la situation socio-économique qui prévaut dans le pays. Il a en outre affirmé : "Je n'accepterai jamais des aides qui viennent dans le but de diviser les Burundais".

- Le gouvernement du Burundi est convoqué au siège de l'Union Européenne à Bruxelles afin de discuter de la sortie de crise et de la suite à donner aux aides bilatérales, croit savoir l'agence de presse Reuters. Dans une lettre qui s'adresse aux responsables burundais, la chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, demande des consultations avec les autorités de Bujumbura en vue d'examiner la situation de façon approfondie et, au besoin, de prendre des mesures pour y remédier". Mme Mogherini propose de les organiser à Bruxelles "à une date à convenir d'un commun accord". Selon Reuters, c'est la dernière chance qui est donnée à Pierre Nkurunziza. En l'absence de réponse, des sanctions seront prises à l'endroit du Burundi. - Justice et droit de l'homme - Les magistrats du siège de la cour suprême viennent de signifier aux 28 présumés putschistes (du 13 mai dernier) qu'ils sont maintenus emprisonnés. Tous sont actuellement incarcérés à la prison centrale de Gitega. Leurs avocats avaient demandé une libération provisoire. - Les juges du Tribunal de Grande Instance de Makamba et ceux du Parquet de Makamba viennent de passer deux jours de travail ardent pour régulariser la procédure quant aux 33 suspects arrêtés mi-septembre dans les communes de Mabanda et Kibago de la même province. En effet, accusés d'atteinte à la sûreté intérieure de l'état, la participation aux mouvements armés, ces jeunes ont été conduits immédiatement après leur arrestation à la prison de Murembwe dans la province de Rumonge. Or, tant donné que la province judiciaire de Makamba n'a pas de prison. Interrogés ce jeudi par les magistrats du Parquet de Makamba, ils ont été entendus ce vendredi en chambre de conseil par les juges du Tribunal de la même province pour statuer sur leur détention préventive. Originaires de différentes provinces du pays, ils devront attendre mercredi de la semaine prochaine pour savoir s'ils comparaitront libres ou s'ils resteront en prison pour le reste de la procédure. - Ce vendredi, 31 jeunes gens ont été arrêtés ce matin au chef-lieu de la province de Makamba lors d'une fouille-perquisition opérée par la police. Pour la plupart, ce sont des domestiques, des ressortissants d'autres provinces que Makamba. En effet, l'administration locale interdit l'embauche de domestiques étrangers sans autorisation écrite. Selon ces responsables administratifs, les perturbateurs de la sécurité dans la province de Makamba se déguisent en domestiques de ménage. Les jeunes gens se trouvent pour le moment au commissariat de Makamba pour des interrogatoires. Chaque fois que des personnes sont interpellées dans de pareilles circonstances, elles sont remises à l'administration d'origine. - Une habitante du quartier II de la zone Nyakabiga en mairie de Bujumbura, infirmière de profession a été arrêtée ce jeudi au motif que des médicaments ont été retrouvés chez elle. Cette femme travaillant à l'hôpital Roi Khaled est soupçonnée de soigner des combattants comme l'ont indiqué des agents de sécurité chargés de fouiller son domicile. La police dit avoir découvert une grenade et un chargeur dans cette habitation. Cette saisie a été aussitôt exhibée devant le ménage. Son mari a été également interpellé. Par ailleurs, trois jeunes ont été arrêtés durant cette vaste opération de perquisitions touchant les quartiers 1 et 3. En quittant les lieux, les policiers et militaires ont été hués par les habitants visiblement heurtés par la méthode. L'on a appris ce vendredi que cette femme a été libérée. A aussi été relaxé, un de ces trois jeunes gens arrêté hier à Nyakabiga. - Cinq jeunes gens ont été enlevés ce jeudi soir au niveau de la 11^{ème} avenue dans le quartier de Cibitoke. Ils ont été embarqués dans un véhicule où se trouvaient des hommes en tenue militaire. D'après un témoin, l'un d'entre eux avait un fort accent rwandais. Un des jeunes enlevés s'appelle Eloge et les autres n'ont pas pu être identifiés. - Une fouille-perquisition a été opérée dans 25 ménages de la commune de Mugamba. Selon le chef de Cyprien Nibona, les policiers étaient à la recherche d'armes. Toutefois, ils n'en ont trouvé aucune comme il le précise mais, une personne suspectée a été arrêtée et elle est actuellement interrogée dans les bureaux de la police de Mugamba. Cette fouille fait suite aux coups de feu de la nuit de ce mercredi dans la même localité. - Diplomatie - La ministre rwandaise des affaires étrangères Louise Mushikiwabo s'est longuement exprimée ce jeudi lors d'une conférence de presse sur la situation du Burundi. Selon elle, le gouvernement burundais se voile la face en ne prenant pas en compte les problèmes traversés. Le Rwanda a opté pour "une politique posée et calme" qui a pour objectif "la normalisation des relations avec le Burundi", a-t-elle expliqué. En ce qui concerne les rwandais arrêtés et expulsés du Burundi, la Ministre indique que lorsqu'il y aura des leaders burundais capables de dialoguer, le Rwanda demandera des comptes. Elle a par ailleurs précisé qu'aucun burundais ne sera inquiété sur le sol rwandais ou ne sera refoulé jus parce qu'il est burundais. Le Rwanda a déjà accueilli plus de 70.000 réfugiés burundais depuis le mois d'avril. La ministre a précisé que le Rwanda continuera d'accueillir tout burundais qui veut s'y réfugier. Concernant la demande d'extradition de certaines personnes envoyées par Bujumbura aux pays de la région dont le Rwanda, Louise Mushikiwabo a rappelé que le Rwanda avait proposé qu'il y ait un traité d'extradition entre les deux pays et que son voisin burundais a toujours traîné les pieds. Enfin, la rwandaise reconnaît que sur la situation au Burundi "l'East African Community a échoué". Pour ce qui est des accusations d'ingérence portée par le gouvernement burundais sur le Rwanda, Madame Mushikiwabo répond que le Rwanda n'entrera pas dans le jeu des accusations. Le problème du Burundi n'est pas le Rwanda, c'est le Burundi lui-même, a-t-elle conclu. - Sécurité - Un chauffeur de taxi-voiture a été tué par la police non loin de l'hôtel Source du Nil à côté de la place de l'Indépendance en plein centre de Bujumbura. Selon une source policière, ce taximan venait du quartier industriel quand il a forcé la première barrière de la police anti-émeute dont les bureaux se trouvent en hauteur des anciens bureaux de la radio RPA. La même source indique que ce chauffeur roulait à très grande vitesse et qu'il a été tué au moment de dépasser la deuxième barrière se trouvant devant l'hôtel Source du Nil. Pour l'heure, personne ne connaît les motivations qui ont poussé cet homme à agir

de la sorte. - Beaucoup de tirs se sont fait entendre ce jeudi depuis 5h30 du matin sur les collines de Musugi et de Rukuba, commune de Kanyosha. Certains habitants ont fui et des témoins ont signalé en ce même vers le soir avoir entendu des tirs sporadiques. - De fortes explosions et des tirs nourris se sont fait entendre en fin d'après-midi dans les quartiers de Ngagara et Bwiza en mairie de Bujumbura. "Il y a beaucoup de policiers déployés surtout pour les quartiers IV et VI ; tout à l'heure, il y a eu un groupe de gens qui manifestaient", témoigne un habitant de la Chaussée Buconyori. Un autre témoin évoque des affrontements avec des policiers dans différents coins de ces quartiers.   